

Lutte de classe

Pour en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté et la guerre, il faut chasser Sarkozy et abroger les institutions de la Ve République.

Les dirigeants des partis ouvriers nous expliquent qu'il faut se mobiliser pour faire reculer le gouvernement, le faire plier, lui infliger une défaite, etc., que c'est le seul moyen de défendre nos droits et nos acquis, et pourquoi pas d'en acquérir de nouveaux, bien que là plus personne n'y croit.

Est-ce bien vrai ?

Autant qu'on se souvienne, depuis 1958, à chaque époque sous De Gaulle, puis Pompidou, puis Giscard, puis Mitterrand, puis Chirac, à chaque fois il a fallu se mobiliser et batailler pour défendre les mêmes droits et les mêmes acquis qui étaient systématiquement remis en cause par le pouvoir en place, toujours le même d'ailleurs. Nous avons réussi à sauvegarder certains acquis, alors que d'autres ont été perdus jusqu'à présent, et à chaque fois, ce qu'ils avaient été obligés de nous octroyer ou concéder sous une forme ou une autre sous la pression de la lutte de classe, ils ont tenté de nous le reprendre avec plus ou moins de succès. A chaque fois, ils se sont montrés plus arrogants, plus pressants, plus agressifs, plus exigeants.

Un an, douze ans, vingt sept ans, cinquante ans plus tard, on se rend compte que l'on en est toujours au même point face à la même situation, pour un peu on pourrait dire en plus grave, cela se discute tout dépend de quoi l'on parle et quel objectif politique l'on poursuit, quelle que soit notre évaluation de la situation sociale, tous les problèmes auxquels nous devons faire face quotidiennement au lieu de diminuer en nombre et en intensité n'ont fait que se multiplier et s'amplifier au fil des années et cela dans tous les domaines, aucun n'a été épargné. Personne ne contestera ce constat.

Devant un tel constat d'échec, puisqu'il faut bien appeler les choses par leur nom à un moment donné, les mêmes dirigeants entonnent le même refrain, la même tactique, la même stratégie qui ont mené le mouvement ouvrier au désastre.

Les trois grands fléaux qui sont le produit du système économique capitalisme sont facilement identifiables, nous les connaissons que trop bien : le chômage, la précarité, la pauvreté auxquels il faut ajouter la guerre.

Comment comprendre d'un côté que le PCF, LO, la LCR se lancent à corps perdu dans ce qu'ils appellent la lutte pour faire aboutir nos revendications, sans s'attaquer directement à Sarkozy, à son gouvernement et à son parlement, autrement dit sans remettre en cause l'existence des institutions de la Ve République, qui plus est, en prétendant qu'une avancée sociale serait possible dans le cadre de l'Union européenne qui est un instrument exclusivement au service des capitalistes ?

Comment comprendre d'un autre côté que le POI se lance à corps perdu dans ce qu'ils appellent la lutte pour faire aboutir nos revendications, sans s'attaquer directement à Sarkozy, à son gouvernement et à son parlement, autrement dit sans remettre en cause l'existence des institutions de la Ve République, mais en prônant la rupture avec l'Union européenne dont l'existence dépend du chef de l'Etat, de ces institutions précisément ?

Cherchez l'erreur.

Dans le premier cas, elle est double ou induite, tout commentaire semble superflu, ces trois partis à leur manière ont pour vocation de neutraliser les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière qui viennent à eux, et soutiennent ainsi le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et l'Union européenne. Ajoutons que ces trois partis présentent un autre point commun, ils ne proposent aucune perspective politique aux masses.

Dans le second cas, c'est plus subtil, il faut distinguer les paroles et les actes pour s'y retrouver et aboutir un constat qui n'est pas sans ambiguïté.

D'un côté, le POI sait pertinemment que Sarkozy est honni des masses, que l'immense majorité du

prolétariat rejette sa politique anti-sociale, qu'il est minoritaire et illégitime, mais le POI se garde bien de le dire et d'engager le combat en tenant compte de ce facteur déterminant, alors qu'il prétend mobiliser les masses.

D'un autre côté, le POI explique que l'Union européenne est une sorte d'Etat supranational, une dictature qui n'a aucune légitimité, que la Commission européenne qui détient la plupart des pouvoirs au sein des institutions européennes n'a été élue par personne, parce que ces commissaires sont nommés par les chefs d'Etat. En passant vous aurez noté qu'il y a là une contradiction, car les chefs d'Etat sont élus au suffrage universelle, la nomination des commissaires européens fait partie de leurs attributions, donc il est exagéré de dire que la Commission européenne serait auto-désignée, en remontant encore plus loin, à la source, on arrive à la Constitution en vigueur dans chaque Etat et aux prérogatives des chefs d'Etat. La même remarque pourrait s'appliquer au Sénat.

Tenons-nous en à la position du POI qui affirme que l'Union européenne est illégitime, qui plus est après les référendum contre le traité constitutionnel européen ou le traité de Lisbonne en 2005 et 2008, en France, en Hollande et en Irlande. Sur ce point précis nous sommes entièrement d'accord.

Alors comment comprendre qu'une nouvelle fois le POI va se rendre le 12 septembre à Bruxelles ? Quand une institution est illégitime, on ne lui reconnaît aucun droit de statuer sur notre sort, on se borne à la combattre pour la faire disparaître.

Plus navrant encore, on a appris que le POI allait se rendre prochainement chez Sarkozy pour lui vanter les mérites de la « *renationalisation* » de la sidérurgie, alors que le gouvernement est engagé dans la privatisation de La Poste, de l'école, des universités, de la Sécu, des hôpitaux, etc.

Comment comprendre ?

N'y aurait-il pas là un double langage de la part du POI ? N'est-ce pas le meilleur moyen d'embrouiller les travailleurs que de leur faire miroiter que Sarkozy pourrait revenir sur les privatisations ? N'est-ce pas semer des illusions là où justement les travailleurs n'en n'avaient plus ?

Comment comprendre ?

Alors que l'ensemble de nos acquis ou droits sociaux nous ont été repris au fur et à mesure que les contradictions du capitalisme s'amplifiaient à l'échelle mondiale avec la complicité des dirigeants du PS et des syndicats qui se présentaient frauduleusement comme les porte-parole des intérêts de la classe ouvrière, faudrait-il considérer les nationalisations comme la panacée ou une mesure progressiste permettant d'avancer vers le socialisme, qui plus est mise en œuvre par notre ennemi de classe ? On pourrait se poser la même question à propos des services publics.

C'est en réalité exactement l'inverse.

Pour comprendre pourquoi, il faut se situer dans la perspective du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, l'objectif du mouvement ouvrier tel que Marx et Engels l'avaient défini, une fois analysé le développement du capitalisme qui ne pouvait conduire qu'à la paupérisation croissante du prolétariat et à la barbarie.

Les acquis et droits sociaux, les nationalisations et la mise en place des services publics ont contribué à masquer la nature réelle du régime capitaliste, à empêcher les travailleurs de saisir l'origine de la politique anti-ouvrière menée par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 50 ans, d'avantages à l'origine ou théoriquement, ils se sont mués immédiatement dans la pratique en autant d'obstacles et de facteurs de division au sein du prolétariat afin de lui interdire toute issue politique, au mieux ils lui ont permis de soulager plus ou moins en fonction des situations de chacun le fardeau quotidien de l'exploitation capitaliste.

A défaut de se situer dans la perspective définie par Marx et Engels, il ne leur reste plus qu'à privilégier les revendications démocratiques bourgeoises immédiates de la classe ouvrière, en subordonnant le combat politique non pas à son objectif final mais à l'état d'esprit des masses, c'est-à-dire, au niveau des illusions du plus grand nombre. Au lieu de prendre appui sur les couches du prolétariat qui ont commencé à rompre avec les institutions, ce processus conduit à les tirer en arrière et à leur interdire toute issue politique. Ainsi, ce n'est plus la tactique qui est subordonnée à la stratégie, mais l'inverse.

Quelles vont en être les conséquences ?

S'agissant de la direction de la LCR et du PT, cette démarche n'est pas innocente, elle a pour corollaire la soumission indispensable (encore plus profonde) de leur parti à cette inversion des rôles dévolus à la tactique et à la stratégie, qui à son tour va conditionner le type de parti qu'ils vont construire, le POI pour le PT, le NPA pour la LCR.

Alors que la stratégie ne se prédispose pas à différentes interprétations une fois qu'elle a été définie et adoptée, la tactique au contraire offre une souplesse suffisamment large pour laisser la porte ouverte à toutes formes d'opportunisme et à une adaptation croissante à des valeurs que l'on conspuait la veille encore.

Il est significatif que ces deux partis aient finalement adopté la même tactique d'ouverture de leurs rangs à des éléments extérieurs au mouvement ouvrier (NPA) ou en provenant sans avoir pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, ou encore manifestant publiquement leur opposition à la révolution prolétarienne pour atteindre l'objectif du mouvement ouvrier, alors que nous savons tous que cela demeure le seul moyen d'y parvenir, disons jusqu'à preuve du contraire.

Ce dernier élément permet à lui seul d'affirmer et de comprendre que cet objectif qui à l'origine était essentiel est devenu secondaire pour leurs dirigeants, ce qui confirme la brève analyse que je viens de faire de ces partis.

Si la politique des dirigeants de ces deux partis était uniquement guidée par l'objectif du combat du mouvement ouvrier, ils seraient partis du constat que la hausse des prix qui plongent des couches toujours plus grandes du prolétariat dans la pauvreté, que la précarité qui tend à se généraliser et frappe dorénavant sans discernement l'ensemble de la classe ouvrière et sa jeunesse, que la situation sociale concourt inéluctablement à la radicalisation de l'état d'esprit de plus en plus larges masses, dans ces conditions, ils auraient dû développer une politique qui parte de ce que les masses vivent au quotidien pour les amener (arriver) à poser la question de la nécessité d'en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République qui sont au service du capitalisme et qui sont donc responsables sur le plan politique de la situation sociale actuelle.

Poser la question de la nécessité d'abroger les institutions de la Ve République nous ramène à l'introduction de cet éditorial.

Quels sont les points communs entre De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac et Sarkozy ? La constitution et les institutions de la Ve République d'une part, et le régime capitaliste d'autre part, les deux étant intimement liés.

Pour en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté et la guerre, il faut commencer par en finir avec les institutions de la Ve République qui sont au service du capitalisme, la Constitution bonapartiste qui est également le pilier sur lequel repose l'Union européenne.

Il est évident que de plus en plus de travailleurs et jeunes cherchent à comprendre quelle est l'origine de la situation dramatique qu'ils connaissent et qui ne cesse d'empirer, ils cherchent une issue politique. La réponse à cette question ne peut se situer que sur le terrain politique. Ce n'est certainement pas en se cantonnant à un rôle de syndicaliste ou en dénonçant les méfaits de l'Union européenne que la conscience politique des masses progressera.

Rappelons quand même que le combat contre l'Union européenne a commencé réellement juste avant le traité de Maastricht en 1992, et que 16 ans plus tard au profit de la pression exercée tout au long de ces années sur l'Etat par l'Union européenne, le traité constitutionnel européen n'a été rejeté que par 55% de l'ensemble des électeurs, et que pendant toute cette période aucun parti ouvrier ne s'est construit sur la ligne politique de rupture avec l'Union européenne.

Maintenant il faut bien se rendre à l'évidence qu'il n'existe aucune issue politique immédiate à la situation actuelle, sauf à emprunter les arguments des gauchistes, il paraît plus qu'improbable d'envisager sérieusement la chute de Sarkozy demain matin, encore moins d'abroger les institutions. C'est à partir de ce constat que la LCR et le POI se fourvoient, car considérant que cet objectif est impossible à atteindre à court terme, il serait finalement inutile de le mettre en avant, ils préfèrent se limiter aux revendications immédiates

qui n'ont pas plus de chance d'aboutir, mais ils passent outre, idem pour la rupture hypothétique avec l'Union européenne qui conduit fatalement à une impasse politique.

Or, c'est la seule perspective politique ouvrant une issue favorable à la crise du régime du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière en lui permettant de se rapprocher de son objectif : la prise du pouvoir ouvrant la voie au socialisme.

Mobiliser la classe sur ses revendications immédiates, nous sommes tous d'accord, mais à une condition, les lier impérativement à la nécessité de renverser le gouvernement et les institutions, c'est d'autant plus impératif que c'est seulement une fois débarrassés des institutions de la Ve République que nous pourrions nous attaquer aux fondements du régime afin de prendre les premières mesures urgentes en faveur de l'immense majorité de la population.

A défaut d'obtenir satisfaction sur nos revendications, à défaut de pouvoir chasser Sarkozy, n'est-ce pas le meilleur moyen de faire progresser la conscience de classe du prolétariat et de construire un parti sur des bases saines et solides, débarrassées de toutes illusions sur les institutions et le capitalisme ?

Et si l'intervention dans la lutte des classes ne se traduit que par la construction du parti en terme d'objectif, excusez du peu, ne pas s'en satisfaire, espérer autre chose ou davantage aujourd'hui, c'est indiquer clairement que le parti que l'on entend construire s'est écarté des objectifs assignés au mouvement ouvrier par Marx et Engels. A partir de là, on ne voit vraiment pas comment ils pourraient être demain les partis dont la classe ouvrière a absolument besoin pour vaincre.

Nous nous adressons solennellement aux dirigeants de ces partis et plus particulièrement à ceux du POI, pour qu'ils nous expliquent en quoi la ligne politique présentée et défendue dans cet éditorial serait en contradiction avec le marxisme ou ne correspondrait pas à la situation réelle, afin d'aider le prolétariat à régler la question de sa direction et à franchir un pas décisif sur la voie de son émancipation, vers le socialisme.